

## Le Crif dénonce les "propos inadmissibles" de Mélenchon à son endroit

Paris, 15 déc. 2019 (AFP) -

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a dénoncé les "propos inadmissibles" du patron de LFI Jean-Luc Mélenchon, qui avait critiqué ses "ukases" et son "communautarisme" en commentant le résultat des élections britanniques.

Plusieurs ministres, dont ceux de l'Intérieur Christophe Castaner et de l'Education Jean-Michel Blanquer, ont eux aussi fustigé ces déclarations.

Ces propos "relèvent d'un amalgame aussi choquant que surprenant: quel lien existe-t-il entre le Crif et les élections britanniques ?", note le président du CRIF, Francis Kalifat, dans un communiqué publié samedi soir sur Twitter, en estimant que M. Mélenchon "tombe dans une dérive complotiste qui en dit long sur l'évolution de sa pensée". Selon lui, ces propos "inadmissibles" sont "inspirés d'une rhétorique vichyste du complot juif".

M. Mélenchon avait évoqué le Crif dans un post de blog commentant la défaite historique du travailliste Jeremy Corbyn, accusé pendant la campagne de manque de fermeté face à l'antisémitisme au sein de sa formation du Labour.

"Retraite à points, Europe allemande et néolibérale, capitalisme vert, gémissement devant les ukases arrogants des communautaristes du Crif : c'est non", y écrit le chef de file de la France insoumise (LFI).

Il y explique que M. Corbyn a "passé son temps à se faire insulter et tirer dans le dos", y compris dans son propre camp, et a "dû subir sans secours la grossière accusation d'antisémitisme à travers le grand rabbin d'Angleterre et les divers réseaux d'influence du Likoud (parti d'extrême droite de Netanyahou en Israël)". "Au lieu de riposter, il a passé son temps à s'excuser et à donner des gages. Dans les deux cas il a affiché une faiblesse qui a inquiété les secteurs populaires".

Christophe Castaner a dénoncé samedi sur Twitter des propos "choquants et inappropriés à notre débat républicain". "La haine et le complotisme se nourrissent de sous-entendus douteux et de préjugés nauséabonds. La République est toujours plus forte quand elle est rassemblée", a-t-il ajouté.

"Castaner l'éborgneur bave de vieilles ficelles de politiciens en déroute : l'insinuation pour mendier des soutiens communautaires. Qui sème la haine sinon la violence qu'il organise ?", a répliqué M. Mélenchon sur Twitter.

Son entourage s'est défendu de tout antisémitisme auprès de l'AFP en soulignant qu'il voulait par ces mots dire qu'il ne se laisserait "pas influencer par des lobbys quels qu'ils soient, financiers ou communautaristes".

Dimanche, deux autres membres du gouvernement ont critiqué les déclarations de M. Mélenchon. "C'est ignoble, il n'y a pas d'autres mots. Quand j'ai lu ça je n'en ai pas cru mes yeux", a déclaré sur RTL Jean-Michel Blanquer.

Ces propos "sont gravissimes" parce qu'ils "laissent entendre qu'on pourrait imputer une défaire politique, celle de Jeremy Corbyn, à des réseaux juifs", a déclaré le secrétaire d'Etat à la Jeunesse, Gabriel Attal, sur Radio J. Selon lui, "Jean-Luc Mélenchon doit s'expliquer" sur ces propos "inacceptables" car ils peuvent rappeler les "thèses infamantes" de l'antisémitisme des années 1930.

emd-tib/

Afp le 15 déc. 19 à 13 32.